

SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

3^e trimestre 2023

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

3^e trimestre 2023

- En Île-de-France, au 3^e trimestre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi stagne en catégorie A et augmente de 0,4 % en catégories A, B, C
- Le taux de chômage est quasi stable au 2^e trimestre 2023, à 6,7 % de la population active
- L'emploi salarié augmente très légèrement au 2^e trimestre 2023 (+0,2 %)
- La baisse des demandes d'autorisation d'activité partielle se poursuit au cours du 3^e trimestre 2023
- Le nombre de procédures et le nombre d'emplois menacés par des PSE ou des RCC diminue légèrement entre le 2^e et le 3^e trimestre 2023.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de Pôle emploi, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- La prochaine publication sera disponible en février 2024 et portera sur le quatrième trimestre 2023. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Page 7-8 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 10 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché

Page 12 : Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA

Page 13 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 14 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 15 : Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi

Page 16 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 17 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 18 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 19 : L'emploi salarié

Page 20 : L'emploi salarié par secteur

Page 21 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 22 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 23 : Les demandes d'activité partielle

Page 24 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 958 460 en moyenne au *troisième trimestre 2023*. Parmi eux, 593 860 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégorie A, la demande d'emploi stagne au *troisième trimestre 2023* (après +0,9 %), soit - 5,3 % sur un an.

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente (+0,4 % sur le trimestre et -0,6 % sur un an). Sur le trimestre, la demande d'emploi des hommes augmente davantage que celle des femmes. La demande d'emploi des moins de 25 ans continue d'évoluer plus défavorablement que celle des autres catégories d'âge.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à cette hausse sont ceux de la communication, information, art et spectacle et ceux de l'informatique et télécommunications. Au contraire, ceux des services aux particuliers et aux collectivités contribuent à la baisse constatée sur l'année.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée diminue un peu moins fortement au *troisième trimestre 2023* (-0,3 % après -0,8 % soit -6,7 % en un an).

Le taux de chômage, au sens du BIT, est quasi stable au *deuxième trimestre 2023*, s'établissant à 6,7 % de la population active (+0,1 point), contre 6,9 % en France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi diminue plus fortement qu'au *deuxième trimestre 2023* (-3,0 % après -0,7 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 39 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *troisième trimestre 2023*. C'est moins qu'au trimestre précédent (52) et qu'au *troisième trimestre 2022* (40).

Emploi

Au *deuxième trimestre 2023*, le nombre de déclarations préalables à l'embauche dépasse les 2,2 millions en Île-de-France, soit +2,4 % de plus qu'au *deuxième trimestre 2022*.

Au *deuxième trimestre 2023*, l'emploi salarié augmente très légèrement (+0,2 %).

Au *deuxième trimestre 2023*, un peu plus de 2 millions de contrats d'embauche sont signés dans le secteur privé, soit +0,2 % par rapport au trimestre précédent.

Le nombre d'intérimaires augmente de 1,1 % au *deuxième trimestre 2023*.

Accompagnement des mutations économiques

Au *troisième trimestre 2023*, environ 600 autorisations d'activité partielle ont été accordées, en baisse par rapport au trimestre précédent; ce nombre reste toutefois bien plus élevé qu'avant la pandémie.

Au *troisième trimestre 2023*, 53 plans de sauvegarde de l'emploi et 12 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. 5 150 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région. Ces chiffres sont légèrement inférieurs à ceux observés au trimestre précédent.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 3^e trimestre 2023

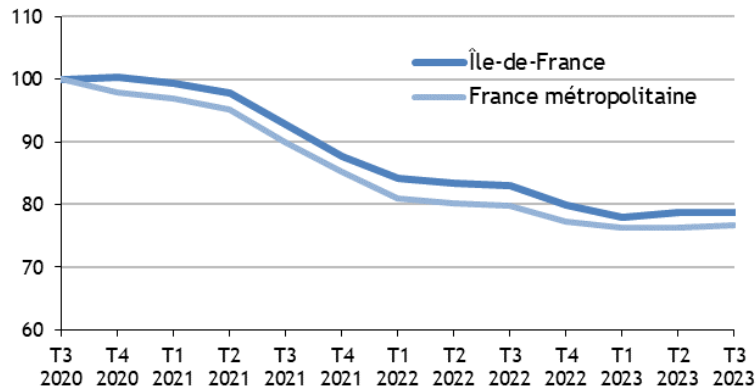
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 3^e trimestre 2023 stagne en catégorie A et augmente de 0,4 % en catégories A, B, C (respectivement -5,3 % et -0,6 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) augmente (+1,0 % après -0,7 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories diminue (-0,5 % après -0,9 %).

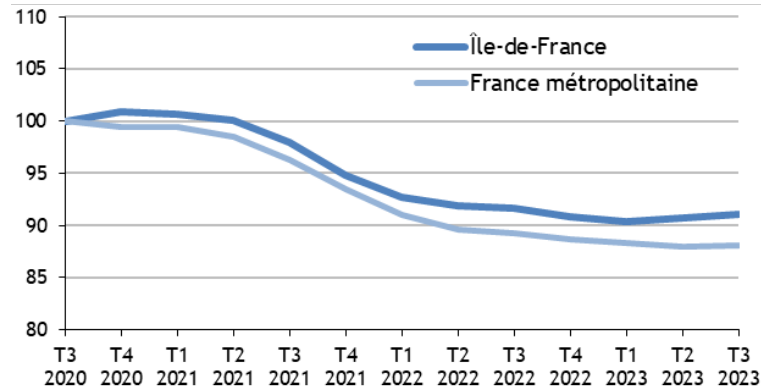
3e trimestre 2023	Île-de-France	France métro.	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	593 860	2 818 800	0,0	0,7	-5,3	-3,8
Catégories B, C (demandeurs en activité réduite)	364 590	2 257 830	1,0	-0,5	8,2	2,1
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	958 460	5 076 630	0,4	0,2	-0,6	-1,3

Le nombre de demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi augmente de +4,4 % pour les inscrits sans emploi (catégorie D) et de 3,7 % pour les inscrits en emploi (catégorie E).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A
(données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trimestre 2020)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trimestre 2020)



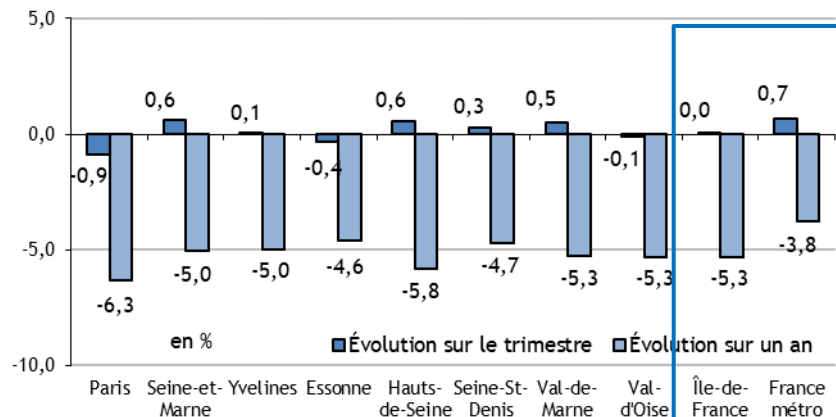
Les demandeurs d'emploi par département au 3^e trimestre 2023

Le nombre de demandeurs d'emploi stagne dans l'ensemble de la région mais évolue inégalement dans chacun des départements. Notamment, il diminue de 0,9 % à Paris tandis qu'il augmente de 0,6 % en Seine-et-Marne et dans les Hauts-de-Seine. Sur un an, c'est une baisse qui est enregistrée dans tous les départements franciliens et, elle est plus prononcée qu'en France métropolitaine (-3,8 % contre -5,3 % pour l'Île-de-France).

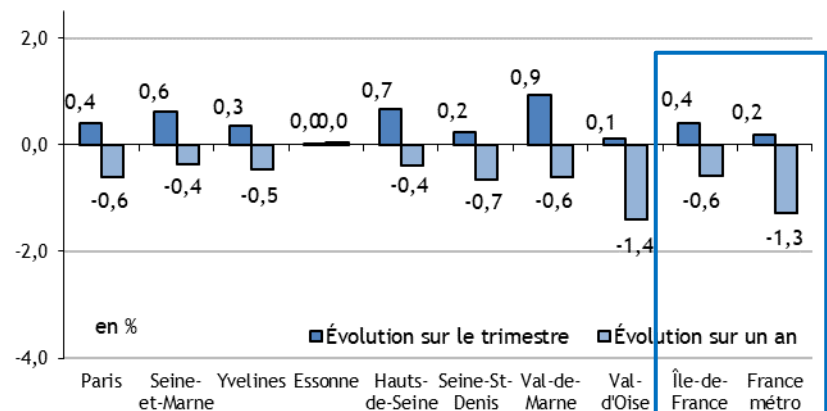
En catégories A, B et C, la demande d'emploi francilienne augmente de 0,4 % et de 0,2 % pour l'ensemble de la France sur le troisième trimestre. Seul le département de l'Essonne reste stable sur le trimestre.

Données CVS-CJO 3e trimestre 2023	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	107 730	-0,9	-6,3	187 990	0,4	-0,6
Seine-et-Marne	62 470	0,6	-5,0	102 890	0,6	-0,4
Yvelines	60 580	0,1	-5,0	97 780	0,3	-0,5
Essonne	53 580	-0,4	-4,6	87 810	0,0	0,0
Hauts-de-Seine	69 870	0,6	-5,8	111 520	0,7	-0,4
Seine-St-Denis	108 390	0,3	-4,7	166 030	0,2	-0,7
Val-de-Marne	67 280	0,5	-5,3	105 340	0,9	-0,6
Val-d'Oise	63 960	-0,1	-5,3	99 090	0,1	-1,4
Île-de-France	593 860	0,0	-5,3	958 460	0,4	-0,6
France métro.	2 818 800	0,7	-3,8	5 076 630	0,2	-1,3

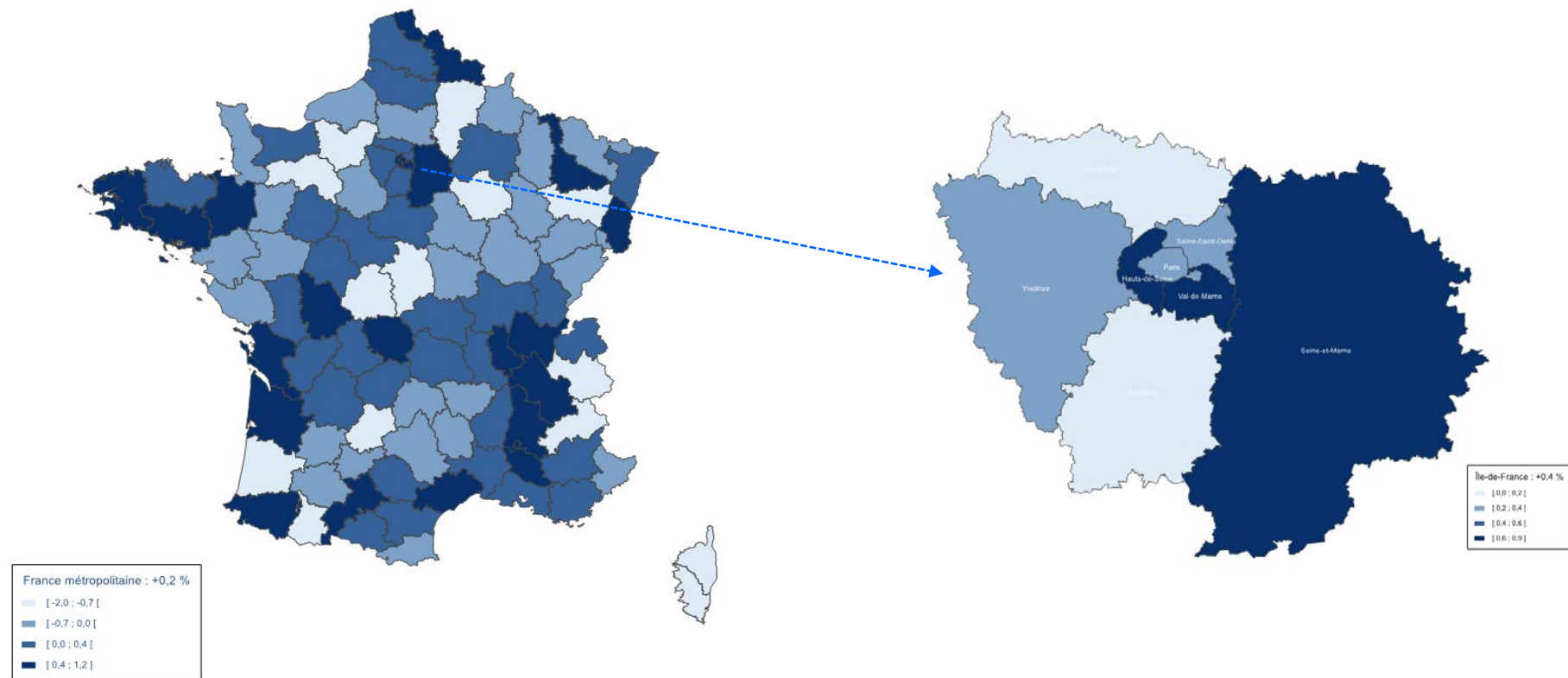
Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégories A, B, C (données CVS-CJO)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 2e trimestre 2023 et le 3^e trimestre 2023
(en %, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 3^e trimestre 2023 (catégories A, B, C)

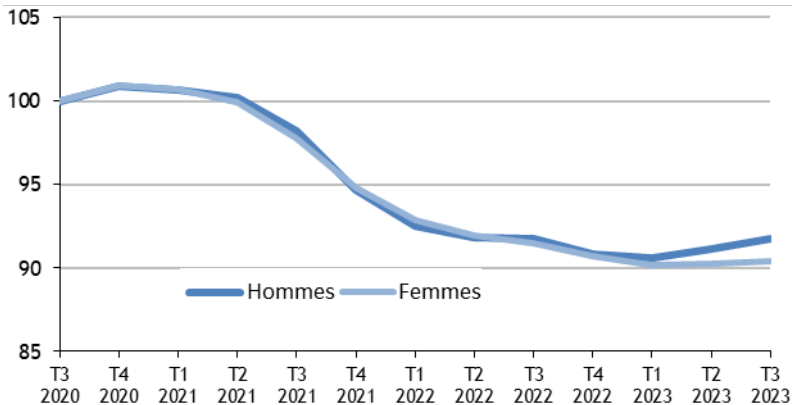
Sur le troisième trimestre 2023, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente davantage pour les hommes que pour les femmes (+0,6 % contre +0,2 %).

Sur un an, l'évolution est également plus favorable aux femmes (-1,2 % contre une stagnation pour les hommes).

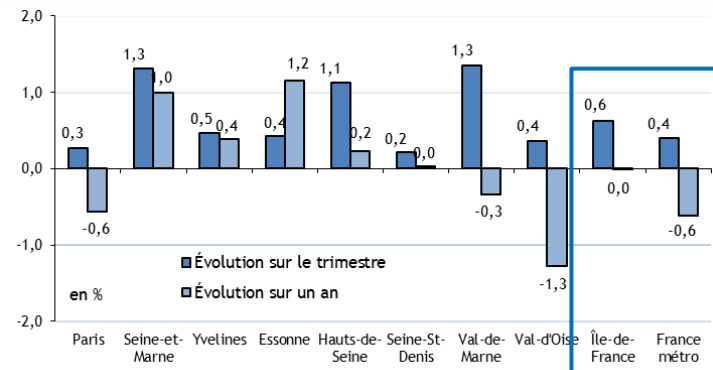
Ces évolutions contrastées s'observent dans tous les départements mais de façon moins marquée à Paris et plus marquée en Seine-et-Marne.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe

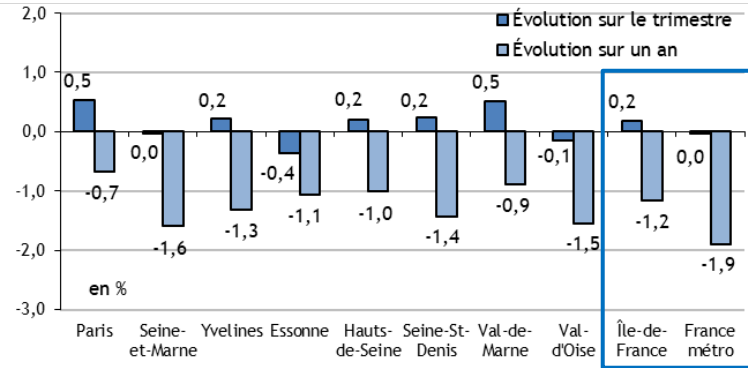
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trim 2020)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 3^e trimestre 2023 (catégories A, B, C)

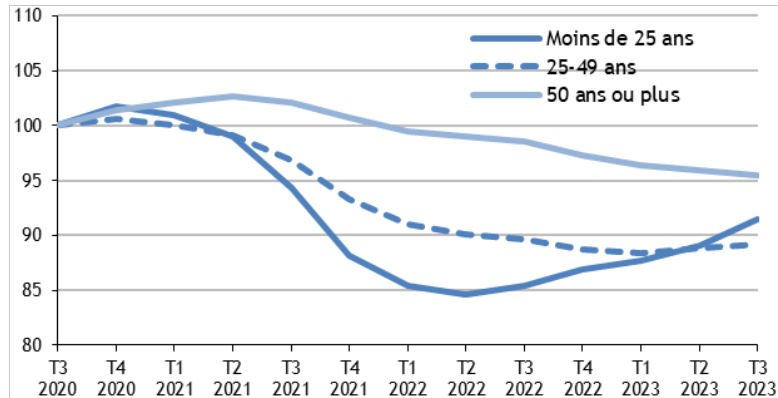
Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente pour les moins de 25 ans et pour les 25-49 ans (respectivement +2,7 % et +0,4 %) alors qu'il diminue de 0,5 % pour les plus de 50 ans.

Sur un an, alors que la demande d'emploi des 25-49 ans et des plus de 50 ans diminue (respectivement -0,6 % et -3,2 %), elle augmente de 7,2 % pour les moins de 25 ans. Cette augmentation de la demande d'emploi des jeunes est particulièrement marquée à Paris (+11,5 % sur un an).

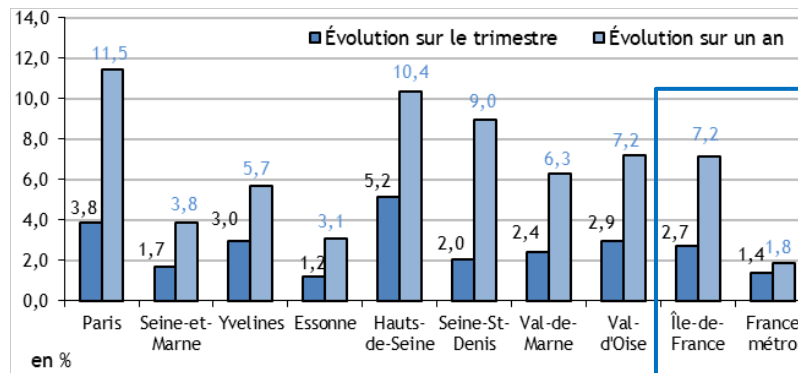
Malgré une diminution continue du nombre de demandeurs d'emploi seniors depuis deux ans, leur poids demeure important (27,6 %) parmi l'ensemble des demandeurs et reste supérieur de près de 10 points à son niveau du 2^e trimestre 2010.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

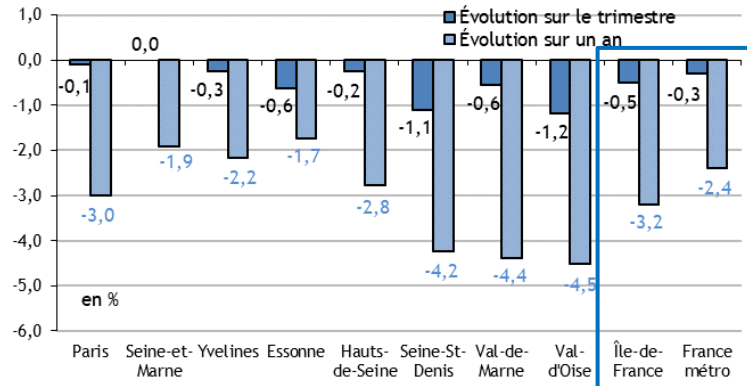
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trim 2020)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché au 3^e trimestre 2023 (catégories A, B, C)

Au troisième trimestre 2023, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C évolue de façon inégale selon les domaines professionnels.

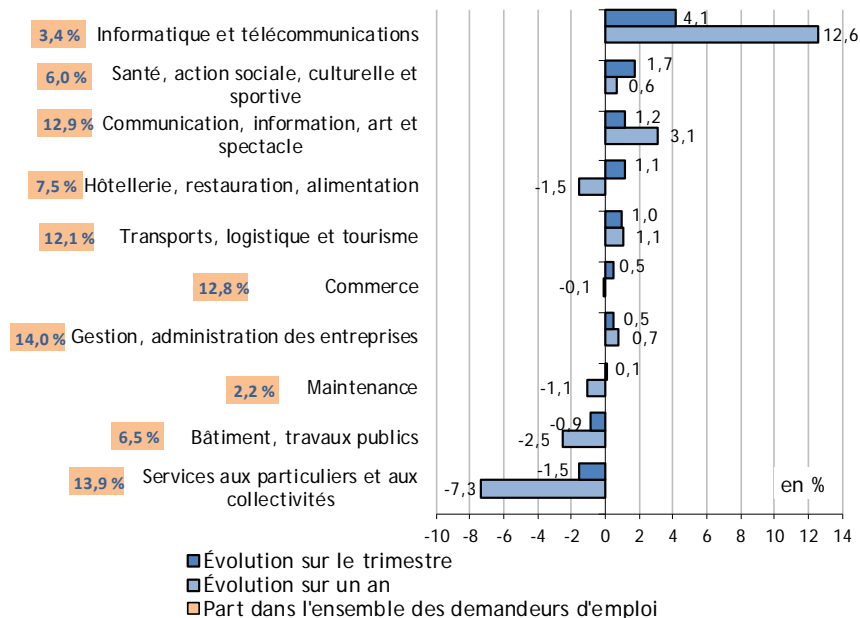
Sur le trimestre, les métiers de l'informatique et des communications et ceux de la santé et de l'action sociale, culturelle et sportive enregistrent à nouveau des augmentations de la demande d'emploi (respectivement +4,1 % et +1,7 %).

En revanche, les métiers liés aux services aux particuliers et aux collectivités (agents d'entretien, assistants maternels, agents de gardiennage et de sécurité, employés de maison...), recherchés par près de 14 % des demandeurs d'emploi, sont ceux dont la demande a le plus fortement diminué (-1,5 % sur le trimestre et -7,3 % sur un an).

Sur le trimestre, les contributions les plus fortes à l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+3 940) sont celles des métiers de l'informatique et des télécommunications (+1 290) et de la communication, de l'information, de l'art et du spectacle (+1 420).

Sur un an, les contributions les plus fortes à la diminution de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (-5 580) sont celles des métiers liés aux services aux particuliers et aux collectivités (-10 540).

Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Lecture : au 3^e trimestre 2023, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,5 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre augmente de 1,1 % sur le trimestre et recule de 1,5 % sur l'année.

Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 2^e trimestre 2023

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus continue de diminuer au troisième trimestre 2023 (-0,3 % après -0,8 %) tandis que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an augmente à nouveau (+0,9 % après +1,2 %). Les demandeurs de longue durée représentent 43,1 % des demandeurs franciliens, soit 0,3 point de moins qu'au trimestre précédent et près de 3 points de moins qu'il y a un an.

Au 2^e trimestre 2023, la durée d'inscription à Pôle emploi, mesurée à partir de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'établit à 298 jours, en baisse de 2 jours par rapport au 1^{er} trimestre 2023*.

La part des demandeurs d'emploi ayant des droits payables au RSA en Île-de-France diminue légèrement, passant à 12,6 % au troisième trimestre 2023 (-0,8 point sur un an). En un an, leur nombre diminue de 6,5 % en Ile-de-France (contre -4,2 % en France métropolitaine).

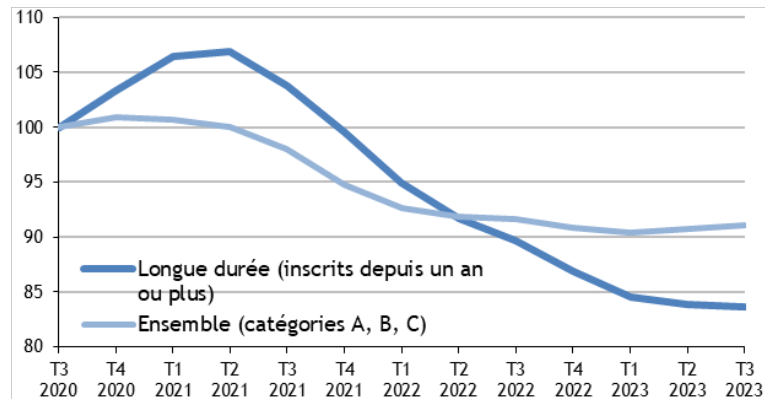
* Si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait inscrit, en moyenne, près 10 mois consécutifs à pôle emploi - « Durée de chômage (2^e trimestre 2023) », Statistiques et indicateurs, novembre 2023, Pôle emploi.

Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)

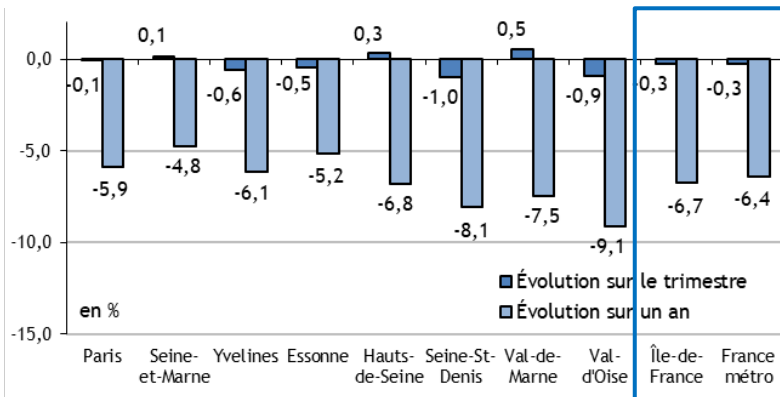
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
3 ^e trim. 2023	11,6	12,5	12,1	10,9	12,5	15,5	12,4	12,1	12,6	12,9
3 ^e trim. 2022	12,7	13,3	12,5	11,1	13,8	16,2	13,0	13,0	13,4	13,4

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée

(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trim 2020)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

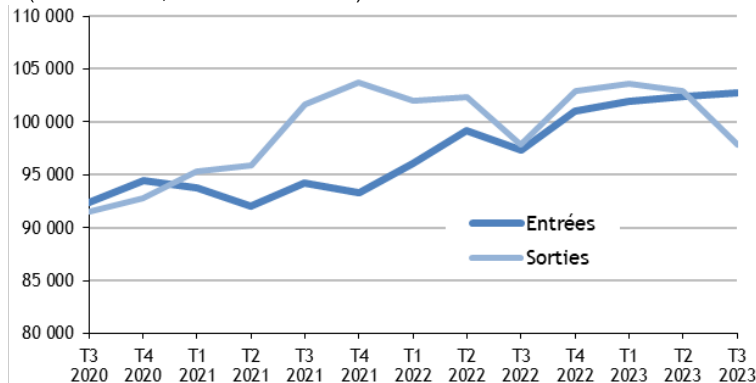


Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 3^e trimestre 2023

Entre le deuxième et le troisième trimestre 2023, la hausse du nombre d'inscrits en catégories A, B, C provient d'une légère hausse des entrées (+0,3 %) couplée à une forte baisse des sorties (-5,0 %), des catégories A, B, C de Pôle emploi.

Sur un an, la hausse du nombre d'entrées (+5,5 %) s'explique, notamment, par la progression des inscriptions pour retour d'inactivité (+27,3 %) et démission (+16,3 %). Parallèlement, la stagnation du nombre de sorties (-0,1 %) est surtout liée à la hausse des radiations administratives (+20,2 %) et à la baisse des reprises d'emploi déclarées (-19,7 %).

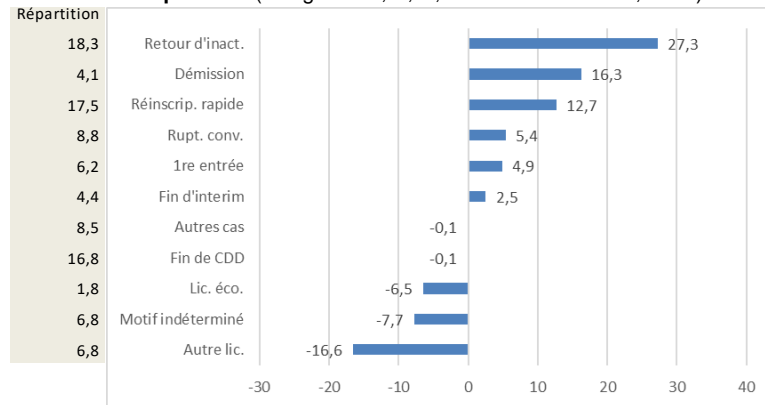
Nombre moyen des entrées et des sorties* des catégories A, B et C de Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



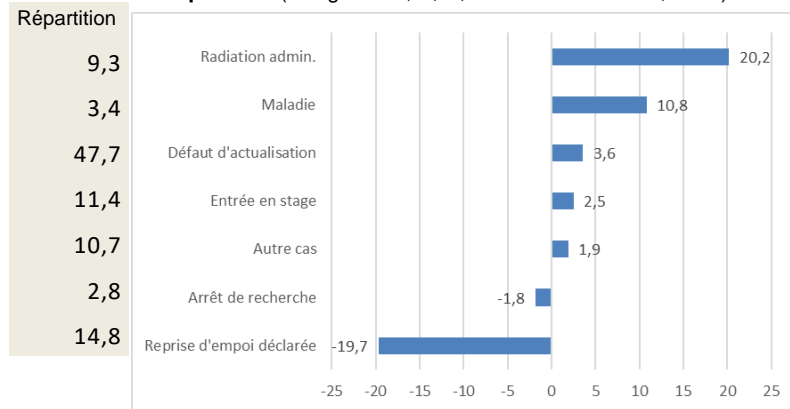
*Entrées = demandeurs d'emploi entrés au cours du mois

Sorties = demandeurs d'emploi sortis au cours du mois (qui étaient inscrits à la fin du mois précédent)

Variation sur un an des entrées à Pôle emploi par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



Variation sur un an des sorties de Pôle emploi par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



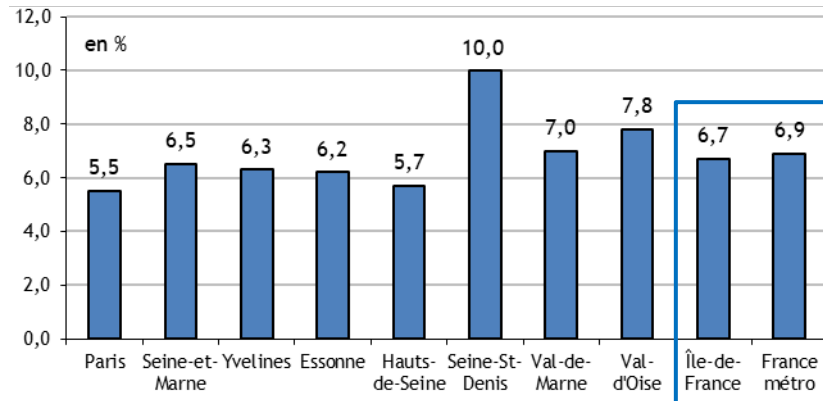
Le taux de chômage au 2^e trimestre 2023

Au deuxième trimestre 2023, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est quasi stable (+0,1 point), et s'établit à 6,7 % de la population active (Insee). À l'échelle de la métropole, il reste stable à 6,9 % de la population active.

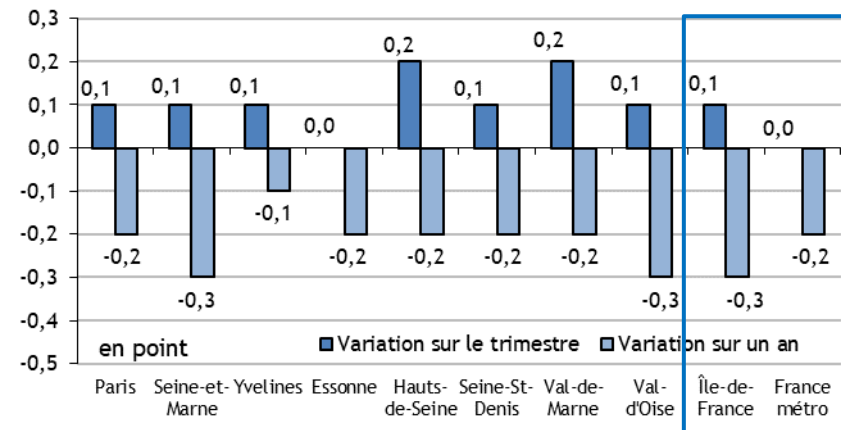
Le taux de chômage augmente légèrement dans tous les départements franciliens à l'exception de l'Essonne où il est stable. Les taux les plus élevés se trouvent en Seine-Saint-Denis (10,0 %), dans le Val-d'Oise (7,8 %) et le Val-de-Marne (7,0 %). Les plus faibles sont observés à Paris (5,5 %) et dans les Hauts-de-Seine (5,7 %).

À l'exception du taux de chômage de la région de Provence Alpes Côte d'Azur qui diminue de -0,2 point, l'ensemble des taux de chômage des autres régions métropolitaines est stable ou augmente légèrement (de +0,0 à +0,2 point). L'Île-de-France ne se distingue donc pas de la dynamique métropolitaine.

Taux de chômage localisé au 2^e trimestre 2023
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 1^{er} trimestre 2023 et le 2^e trimestre 2023 (données CVS-CJO semi-définitives)



Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi au 3^e trimestre 2023

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de Pôle emploi, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

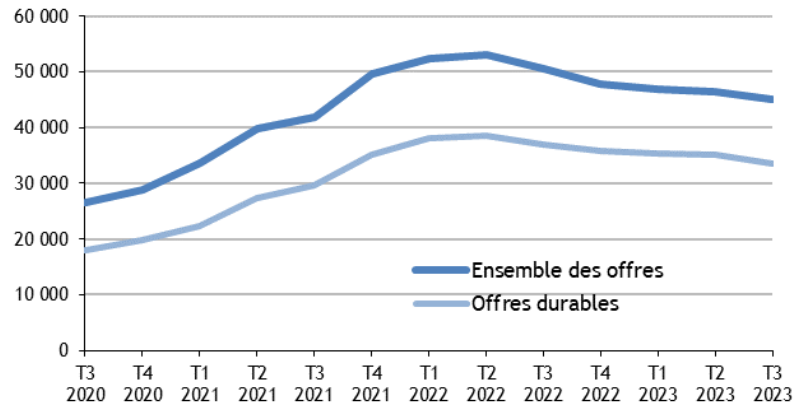
Au troisième trimestre 2023, 45 120 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 33 470 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi diminue bien plus fortement qu'au trimestre précédent (-3,0 % après -0,7 %).

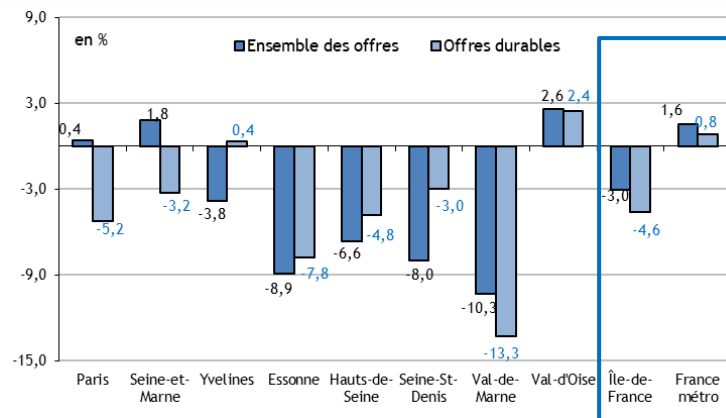
Au sein de la région, les deux départements enregistrant les plus fortes diminutions du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre sont le Val-de-Marne (-10,3 %) et l'Essonne (-8,9 %). À l'inverse, le nombre d'offres collectées augmente dans le Val-d'Oise (+2,6 %) et en Seine-et-Marne (+1,8 %).

* Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Les tensions sur le marché du travail francilien au 3^e trimestre 2023

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,39 point en moyenne au troisième trimestre 2023, soit 39 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

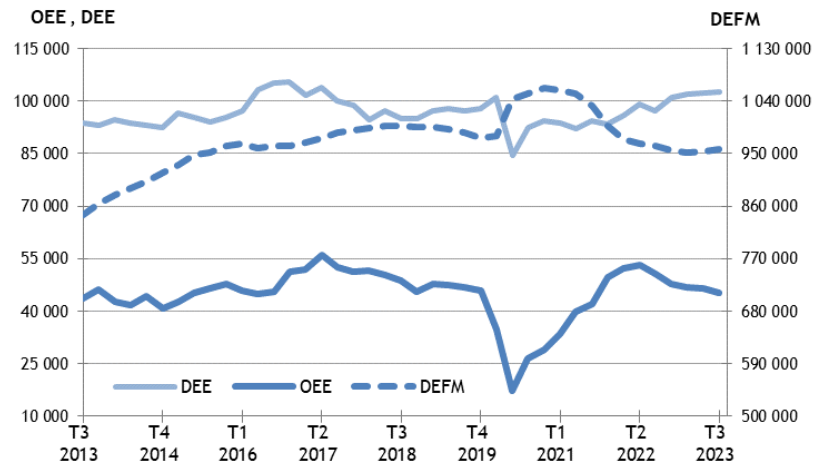
Ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,08 point par rapport à celui du troisième trimestre 2022. Cette évolution s'explique par l'effet combiné de la baisse du nombre d'offres d'emploi collectées (-10,8 %) et de la hausse du nombre de demandes enregistrées par Pôle emploi (+5,5 %).

Le taux d'écoulement* diminue très légèrement sur le trimestre : 56,0 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de Pôle emploi au troisième trimestre 2023. Ce taux est quasiment identique à son niveau du troisième trimestre 2022 (55,9 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 74,6 %. Il gagne 1,2 point par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (67,8 %) est moins élevé qu'au trimestre précédent (71,1 %) et que celui du troisième trimestre 2022 (68,7 %).

Les tensions sur le marché du travail (Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

*Le taux d'écoulement des demandes mesure l'importance des sorties des listes de demandeurs d'emploi. Une valeur élevée de ce taux indique qu'une forte proportion des demandeurs d'emploi présents un an avant ou de ceux entrés dans l'année est sortie des listes dans les douze mois.

Tensions sur le marché du travail

Les tensions selon les métiers au 3^e trimestre 2023

Indicateurs de tension au 3 ^e trimestre 2023 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T3 2022 (1)	Taux de tension au T3 2023	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T3 2023 (2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T3 2023 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T3 2023	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T3 2023 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,76	0,70	96,9	54,9	7 235	3,5	-3,5	56,1
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	2,25	1,73	84,5	59,0	9 932	-0,7	-18,4	65,6
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	1,10	1,22	88,5	56,4	4 774	-1,5	15,0	53,9
Conducteurs de véhicules	0,39	0,37	72,9	54,4	44 125	2,7	4,2	70,4
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,45	0,33	85,7	53,8	36 647	8,1	-15,0	66,0
Ingénieurs de l'informatique	0,73	0,51	98,5	55,1	19 547	14,1	-13,9	41,8
Personnels d'études et de recherche	0,47	0,47	92,9	59,1	6 443	2,6	10,4	58,0
Cadres de la banque et des assurances	0,13	0,10	77,4	51,9	3 470	3,4	-12,2	65,8
Vendeurs	0,50	0,38	71,8	59,9	37 343	-4,6	-25,2	62,6
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,51	0,46	76,3	60,0	21 317	-0,8	-8,3	71,5
Agents de sécurité et de gardiennage	0,43	0,60	67,9	56,6	17 649	-6,7	60,0	68,3
Agents d'entretien	0,20	0,19	55,3	57,1	35 864	-7,3	-4,5	78,1
Professionnels des arts et des spectacles	0,15	0,23	21,6	36,1	94 260	2,6	63,2	93,6
Aides-soignants	0,35	0,26	82,0	57,2	14 703	2,7	-20,7	63,6
Ensemble des familles professionnelles	0,47	0,39	74,6	56,0	961 364	-0,6	-11,8	67,8

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à Pôle emploi durant la même période. Lecture : il y a 0,70 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 3^e trimestre 2023, contre 0,76 au 3^e trimestre 2022 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à Pôle emploi, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 59,9 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à Pôle emploi au 3^e trimestre 2023.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à Pôle emploi et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de Pôle emploi.

Le redémarrage de l'activité économique, dès le deuxième trimestre 2020, provoque un rebond des tensions sur le marché du travail, en lien avec une forte augmentation des offres d'emploi et une forte baisse du nombre de demandeurs d'emploi. Au 2^e trimestre 2023, avec la hausse de la demande d'emploi, le taux de tension francilien diminue et se rapproche de son niveau d'avant-crise.

Au deuxième trimestre 2023, les tensions sont élevées, quoi qu'en nette baisse par rapport au trimestre précédent, pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance (1,73 offres pour 1 demande). 84,5 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 74,6 % dans l'ensemble des métiers. Sur un an, les taux de tension connaissant les plus fortes progressions concernent les métiers d'ingénieurs et cadres techniques de l'industrie (+0,12 point) et d'agents de sécurité et de gardiennage (+0,17 point). Pour ces derniers, les offres d'emploi ont augmenté de 60 % en un an et leur taux de satisfaction (68,3 %) perd plus de 11 points par rapport au trimestre précédent.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 2^e trimestre 2023

Plus de 2 234 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2023 en Île-de-France, dont 405 000 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

Au deuxième trimestre 2023, le nombre de DPAE tous contrats confondus est en augmentation en Île-de-France par rapport au même trimestre 2022 (+2,4 %). En revanche, il baisse pour les seuls contrats durables (-3,9 %). Depuis le deuxième trimestre 2022, le nombre d'intentions d'embauches a retrouvé le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

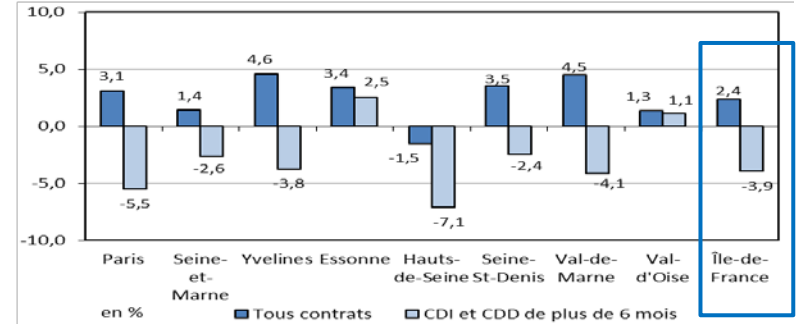
Au sein de la région, les Yvelines et le Val-de-Marne affichent les plus fortes hausses sur la période (respectivement +4,6 % et +4,5 % pour l'ensemble des contrats). À l'inverse, dans les Hauts-de-Seine, le nombre d'intentions d'embauches recule sur la période (tous contrats confondus).

Les DPAE en contrats durables augmentent dans la construction (+2,5 %). Elles sont quasiment stables dans l'industrie (+0,6 %) et diminuent fortement dans le commerce (-2,9 %) et surtout dans les services (-5,3 %).

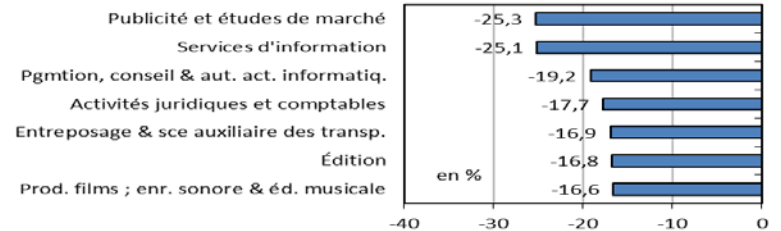
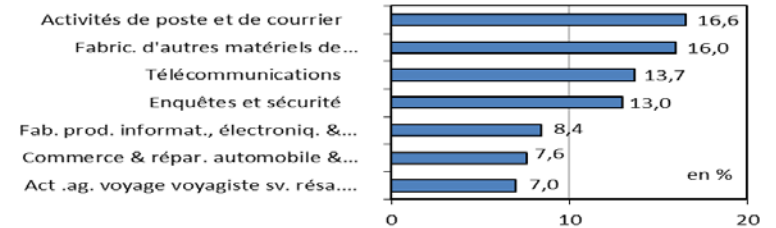
Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (activités de poste et de courrier, fabrication d'autres matériels de transport et télécommunications) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (publicité et études de marché, services d'information et programmation, conseil et autres activités informatiques)*.

* Seuls les secteurs d'activité qui comptent plus de 1 000 embauches en contrats durables par trimestre sont pris en compte pour ces évolutions.

Évolution annuelle des DPAE par département (T2 2023 / T2 2022)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs 7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T2 2023 / T2 2022)



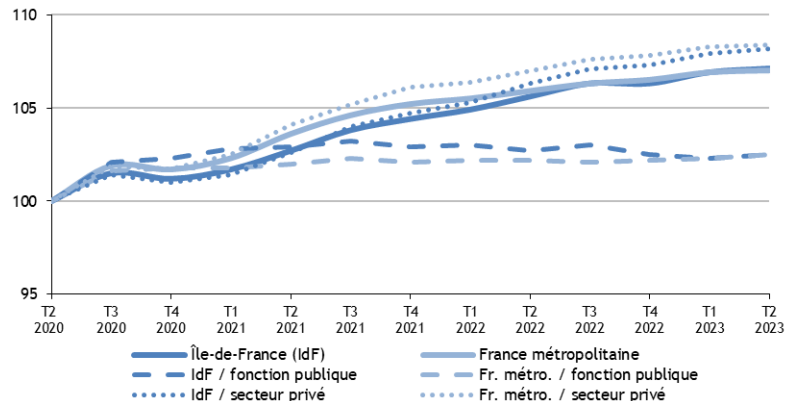
L'emploi salarié au 2^e trimestre 2023

Au deuxième trimestre 2023, en Île-de-France, l'emploi salarié augmente légèrement : +0,2 % après +0,5 %, soit +14 000 emplois. Cette décélération de l'emploi survient deux trimestres après le tassement de la fin de l'année 2022. L'emploi du secteur privé (+0,2 %) comme du secteur public (+0,1 %) augmentent dans les mêmes proportions.

En France métropolitaine, les évolutions sont similaires.

Les contributions des différents départements franciliens sont diverses, de la légère diminution (-0,1 % dans les Yvelines et le Val-de-Marne) à une augmentation sensible (+0,4 % à Paris et +0,5 % dans l'Essonne).

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 2^e trimestre 2020)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2023	T2 2023 / T1 2023		T2 2023 / T2 2022	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 997 410	7 710	0,4	47 130	2,4
Seine-et-Marne	507 320	1 260	0,2	5 170	1,0
Yvelines	539 230	-320	-0,1	-1 920	-0,4
Essonne	495 870	2 590	0,5	6 290	1,3
Hauts-de-Seine	1 157 200	370	0,0	18 820	1,7
Seine-Saint-Denis	673 420	2 290	0,3	7 650	1,1
Val-de-Marne	553 880	-640	-0,1	750	0,1
Val-d'Oise	414 070	710	0,2	3 380	0,8
Île-de-France	6 338 400	13 970	0,2	87 270	1,4
France métro.	26 457 460	20 140	0,1	269 520	1,0

L'emploi salarié par secteur au 2^e trimestre 2023

Au deuxième trimestre 2023, l'augmentation de l'emploi salarié francilien (+0,2 % après +0,5 %, soit +14 000 salariés) est surtout due à la contribution des Services spécialisés aux entreprises (*activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien*).

L'emploi dans les services marchands hors intérim augmente à un rythme moins soutenu (+0,4 % après +1,0 %, soit +12 200 salariés après +30 000). La hausse de ce trimestre ne repose quasiment plus que sur la classe *Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien* (+9 600 salariés).

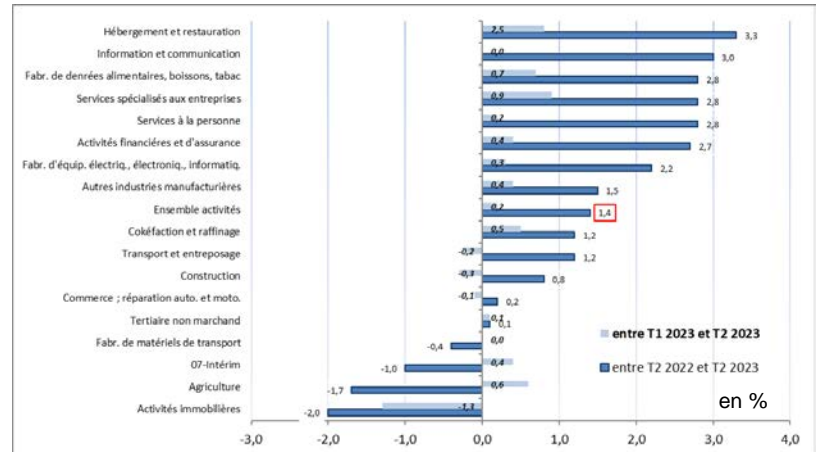
L'emploi salarié dans l'industrie augmente (+0,4 % après +0,3 %, soit +1 700 salariés). Parmi l'industrie, l'emploi dans la *fabrication de matériels de transports* est stable (+0,0 % après -0,3 %), interrompant la dynamique baissière observée depuis plus de 3 ans (hormis une ponctuelle augmentation au troisième trimestre 2022).

L'emploi salarié dans la construction diminue (-0,3 % après +0,6 %, soit -1 100 salariés), comme en France métropolitaine (-0,5 % après -0,1 %).

Celui dans le commerce diminue légèrement (-0,1 % après +0,2 %, soit -400 salariés). Ce profil est similaire à celui de France métropolitaine (+0,0 % après +0,2 %).

Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2023	T2 2023 / T1 2023		T2 2023 / T2 2022	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 770	40	0,6	-100	-1,7
Industrie	435 310	1 680	0,4	6 140	1,4
Construction	341 800	-1 110	-0,3	2 660	0,8
Commerce	742 830	-380	-0,1	1 530	0,2
Services marchands hors intérim	3 112 750	12 230	0,4	77 290	2,5
Tertiaire non marchand	1 573 520	1 010	0,1	980	0,1
Intérim	126 410	500	0,4	-1 240	-1,0
Secteur privé	5 159 050	12 270	0,2	89 550	1,8
Fonction Publique	1 179 350	1 700	0,1	-2 280	-0,2
Ensemble des secteurs	6 338 400	13 970	0,2	87 270	1,4

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Les mouvements de main d'œuvre au 2^e trimestre 2023

Au deuxième trimestre 2023, en Île-de-France, 2 004 100 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, champ MMO), soit -1,4 % par rapport au trimestre précédent (-2,1 % en France métropolitaine). 2 015 400 contrats prennent fin au premier trimestre 2023, soit -0,3 % par rapport au trimestre précédent (-0,5 % en France métropolitaine).

L'écart entre les entrées et les sorties, légèrement négatif mais pas encore de manière significative, a diminué progressivement depuis le deuxième trimestre 2021 en Île-de-France. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

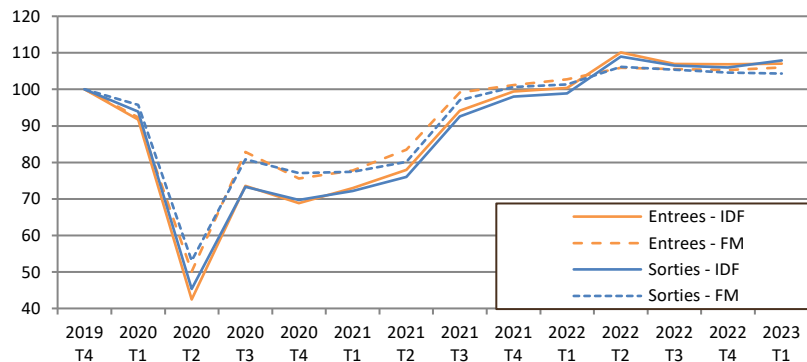
319 700 CDI sont signés, soit 5,8 % de moins qu'au trimestre précédent, tandis que 331 600 CDI prennent fin (+0,9 %).

Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

		Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)			
			T2 2023	T3 2022	T4 2022	T1 2023
Entrées	Ensemble	2 004	1,3	-0,9	0,1	-1,4
	Industrie	33	3,9	-3,5	0,1	-2,0
	Construction	42	0,5	1,2	1,4	-2,4
	Tertiaire	1 930	1,3	-0,9	0,1	-1,4
	CDD	1 684	1,3	-0,8	0,3	-0,5
	CDI	320	1,4	-1,9	-0,9	-5,8
Sorties	Ensemble	2 015	1,4	-0,6	0,6	-0,3
	Industrie	32	1,0	-4,8	1,2	0,7
	Construction	44	2,7	0,9	1,3	6,5
	Tertiaire	1 939	1,4	-0,6	0,6	-0,4
	CDD	1 684	1,5	-0,8	0,4	-0,5
	CDI	332	0,8	0,6	1,6	0,9

Mouvements de main d'œuvre

(données CVS-CJO, base 100 au T4 2019)



L'activité intérimaire au 2^e trimestre 2023

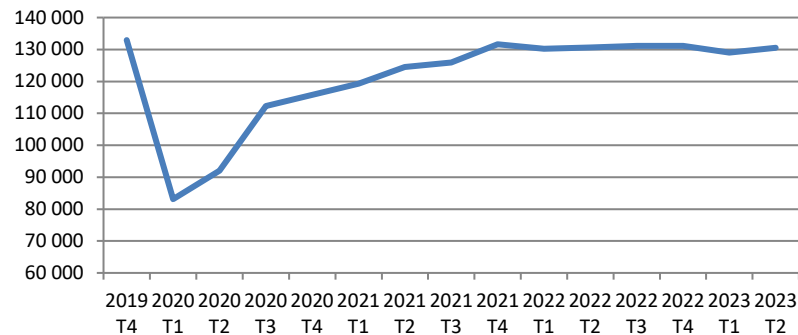
A la fin du deuxième trimestre 2023, en Île-de-France, le nombre d'intérimaires est de 130 500, il augmente de 1,1 % (soit +1 400 intérimaires). En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires diminue (-0,6 %).

Le nombre d'intérimaires dans l'industrie baisse nettement (-2,2 % au deuxième trimestre, soit -400 intérimaires), après un premier trimestre déjà en baisse de 2,5 %. Cette baisse est quasi exclusivement due à la *Fabrication de matériels de transport* (-14,2 %, soit -500 intérimaires).

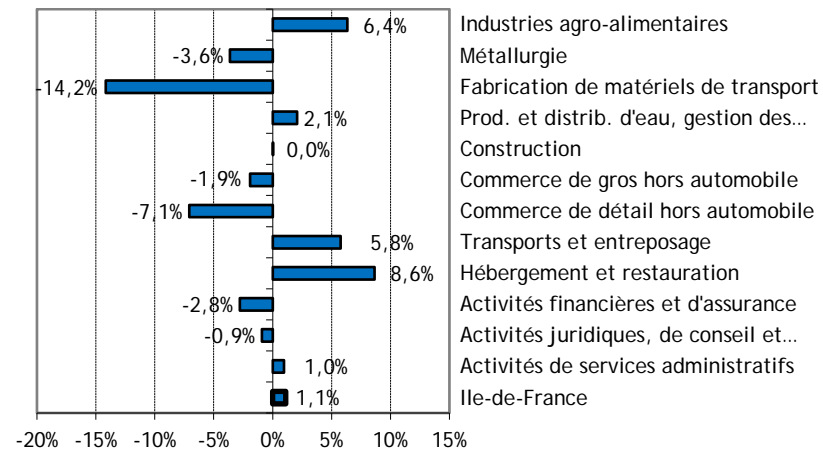
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires est stable à 25 700 intérimaires alors qu'il décroît de 1,6 % en France métropolitaine.

Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire augmente sensiblement (+2,2 %, soit +1 800 intérimaires) en contrecoup de la baisse du premier trimestre (-2,4 %). Cette augmentation est due à la contribution des Transports et entreposage (+1 800 intérimaires).

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent
par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Les demandes d'activité partielle au 3^{ème} trimestre 2023

En Île-de-France, au cours 3^{ème} trimestre 2023, le nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle* enregistrées par les services des Driets/Ddets continue de baisser, s'établissant à 600 pour l'ensemble des départements. Ce niveau demeure cependant supérieur aux nombres de demandes d'autorisations enregistrées avant la crise sanitaire.

Plus de la moitié des demandes d'autorisations émanent des départements de Paris et de la petite couronne.

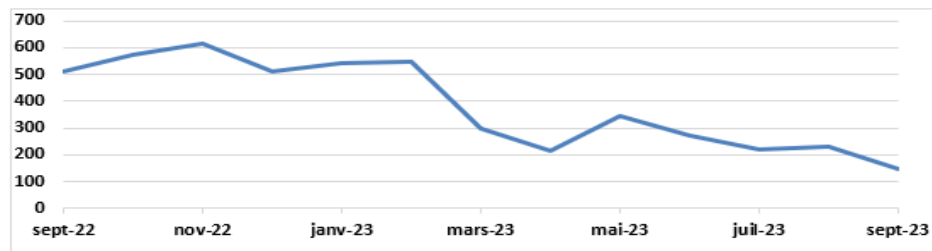
Au 3^{ème} trimestre 2023, trois secteurs concentrent deux tiers des demandes d'autorisation : Hébergement et restauration (32%), Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (22%), Activités de services administratifs et de soutien (13%).

La spécificité du dispositif d'activité partielle de longue durée (APLD, instaurée à partir de juillet 2020) mobilisable sur une durée maximale de 48 mois se traduit par des volumes d'heures demandées très conséquents, sans rapport avec le nombre d'heures qui seront réellement indemnisées *in fine*.

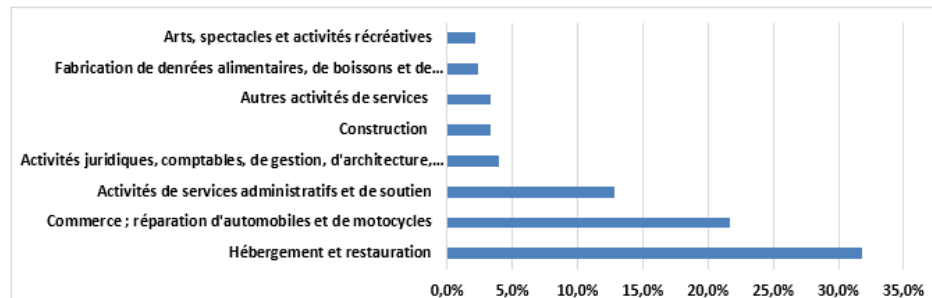
* Avant 2020, on utilisait dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « Conjoncture économique ». Avec la crise sanitaire, tous les motifs ont été regroupés.

Nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle au T3 2023	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	600	153	51	74	26	91	108	34	63
Juillet	219	51	17	38	10	36	24	14	29
Août	231	48	21	17	6	35	68	12	24
Septembre	150	54	13	19	10	20	16	8	10

Évolution mensuelle du nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle sur une année



Secteurs d'activité qui concentrent le plus de demandes d'autorisations au 3^{ème} trimestre 2023



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 3^e trimestre 2023

Au troisième trimestre 2023, 53 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 12 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 4 836 emplois menacés* par des PSE et 310 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. En 2022, ce rythme s'est fortement ralenti, avec moins de 13 000 emplois menacés sur la période. Avec plus de 17 000 emplois menacés, les trois premiers trimestres de l'année 2023 marquent un rebond des restructurations, tout en restant très éloignés des niveaux observés pendant la crise sanitaire.

Au troisième trimestre 2023, le secteur du commerce, de la réparation d'automobiles et de motocycles cumule le plus d'emplois menacés (1200). Le secteur des Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques est toutefois le plus affecté en proportion de l'emploi local qu'il représente, soit un peu moins de 500 emplois menacés correspondant à 0,5% des salariés de ce secteur. Le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé à Paris (2 300), mais la Seine-Saint-Denis est le département qui connaît le plus fort impact sur l'emploi local (0,2%).

En 2023, quatre secteurs concentrent 60 % des emplois menacés par des PSE et des RCC : le commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (4 900 emplois menacés), les activités informatiques et services d'information (2 800), les activités financières et d'assurance (1 400) et les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques (1 300).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

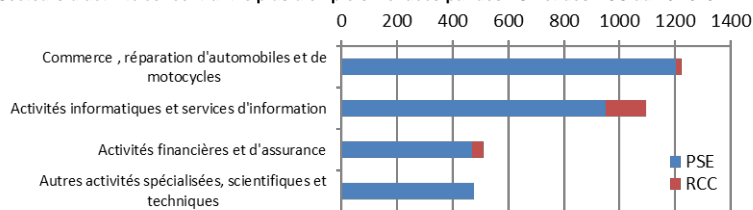
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS de Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T3 2023	53	20	1	1	0	18	9	2	2
PSE en 2023	167	56	8	7	9	54	19	7	7
RCC au T3 2023	12	4	0	1	0	4	1	2	0
RCC en 2023	49	20	1	4	4	14	2	2	2

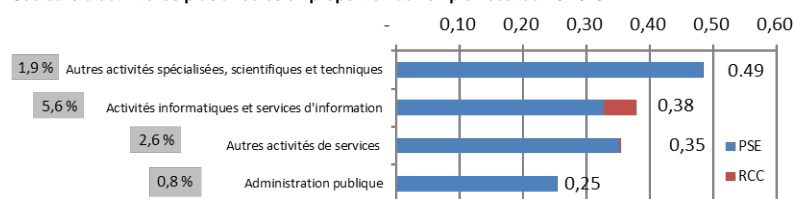
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T3 2023	4836	2263	128	78	11	856	1292	80	128
Emplois menacés par des PSE en 2023	14369	4438	817	597	820	4211	2468	547	471
Emplois menacés par des RCC au T3 2023	310	73	0	20	0	171	12	34	0
Emplois menacés par des RCC en 2023	2973	956	34	77	1065	688	41	47	65

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T3 2023



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T3 2023



Poids dans l'emploi francilien (à gauche)
Emplois menacés dans l'ensemble des établissements localisés en Île-de-France pour 100 salariés (à droite)

Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation

Directeur de publication : Gaëtan Rudant

Étude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@drieets.gouv.fr
Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers
Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Drieets Île-de-France sont téléchargeables sur <https://idf.drieets.gouv.fr>



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**